Center Parcs stoppé par le tribunal

Le 16 juillet 2015, les juges du tribunal administratif de Grenoble ont jugé que l'arrêté de déclaration loi sur l'eau du Projet Center Parcs était illégal et a donné raison à la FRAPNA qui intentait le recours.

Le Tribunal a suivi l'avis défavorable de la commission d'enquête qui stipulait en 2014 : « la destruction ou la dégradation de 110 à 120 ha de zone humide sur le seul site d'emprise (et non pas seulement 71 ha comme le dossier d'enquête le présente), en tête de bassin-versant, dans un milieu à enjeu patrimonial, ne peut pas être compensée par la valorisation de milieux fonctionnels existants, répartis dans la région Rhône-Alpes... »

« Les sites retenus pour les mesures compensatoires ne répondent que très partiellement aux préconisations du SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux), tant en ce qui concerne leur nature, leur localisation, que les surfaces de reconquête de zones humides... »

Pour autant les insuffisances du dossier tant en matière de caractérisation de l'état initial que des mesures prises pour éviter, puis réduire les impacts en proportion de cet enjeu fondamental, notamment au regard des situations d'étiage et de crues, ne sont pas de nature à garantir la préservation de cette valeur patrimoniale... »

Une forte influence

Ces faits, soulignés par les participants à l'enquête publique, auraient dû bloquer le dossier en amont. Pourtant, les services de la Direction Départementale du Territoire (DDT) de l'Isère ont choisi de les ignorer dans leur rapport, rendant un avis favorable en septembre 2014. Le 3 octobre, cette cécité semble avoir aussi touché le Préfet de l'Isère qui a pris un arrêté autorisant le projet.

Après la commission d'enquête, les promoteurs de cette histoire ont trouvé pour le moment un nouvel obstacle dans leur stratégie du passage en force. Le projet est bloqué car les travaux ne sont plus autorisés. L'autorisation de défrichement est toujours valide, mais Pierre et Vacances ne devrait pas se lancer dans ces travaux, devenus inutiles pour le moment.

Par ailleurs, le monde associatif se mobilise et envisage de faire appel sur le volet espèce protégée sur lequel les procédures ont échoué.

L'affaire n'est pas close car Pierre & Vacances a annoncé qu'il ferait appel sur le volet loi sur l'eau. Et Gérard Brémont, PDG du groupe, déclare au journal *Le Monde* : « Nous allons continuer à rechercher un site conforme aux décisions judiciaires, notamment dans la Drôme, comme le tribunal nous y engage. » La capacité d'influence du groupe à tous les niveaux de l'administration et de l'État, incite à ne pas prendre ces propos à la légère.

La nature n'est pas à vendre

Lors de son Assemblée Générale en 2014, la FRAPNA Drôme avait adopté la motion « la nature n'est pas à vendre » qui précisait que les adhérents « refusent le principe des mesures compensatoires pour des projets évitables. » (Voir cette motion sur le site frapna-drome.org). Les épines drômoises dénonceront tous les projets qui amèneraient le territoire drômois à servir ce commerce.

Préférons l'éco-tourisme

Profitant de ce délai, il faut continuer à appeler les citoyens à défendre la raison. Benoît Hartmann, porte-parole de FNE déclare : « Au-delà du jugement, c'est le modèle des Center Parcs qui est remis en question. Est-il nécessaire d'artificialiser la nature pour la faire aimer ? N'est-ce pas trop anticiper le réchauffement climatique que de fabriquer des bulles tropicales ? Préférons l'éco-tourisme qui valorise le patrimoine naturel et culturel de France sans le détruire. »

Le Pape parle du Center Parcs de Roybon

« La sauvegarde des écosystèmes suppose un regard qui aille au-delà de l'immédiat, car lorsqu'on cherche seulement un rendement économique rapide et facile, leur préservation n'intéresse réellement personne. Mais le coût des dommages occasionnés par la négligence égoïste est beaucoup plus élevé que le bénéfice économique qui peut en être obtenu. Dans le cas de la disparition ou de graves dommages à certaines espèces, nous parlons de valeurs qui excèdent tout calcul. C'est pourquoi nous pouvons être des témoins muets de bien graves injustices, quand certains prétendent obtenir d'importants bénéfices en faisant payer au reste de l'humanité, présente et future, les coûts très élevés de la dégradation de l'environnement. » Extrait de la publication officielle de l'encyclique du Pape François *Laudato si*.